



Parc national
du Mercantour

Décision individuelle N° 2023-274

Pétitionnaire : société Sub C Marine pour le compte de EDF
Adresse : ZA du Bosc, las Mayolas, 10D, Mudaison 34130
Nature de la demande : Survol motorisé en cœur de Parc national, prises de vues et de sons dans un cadre professionnel
Nom du projet : Inspection aérienne d'installations hydroélectriques – barrage du Lac Long de la Gordolasque
Localisation : Lac Long 06450 Belvédère

La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3, 29 et 34,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande de survol formulée le 13 septembre 2023 et complétée le 15 septembre 2023, par Monsieur BOSSENNEC Guillaume, représentant la société Société Sub C Marine,

Considérant que la demande porte sur une inspection par drone de l'état de l'ouvrage hydroélectrique du Lac Long de la Gordolasque,

Considérant qu'à ce titre, le survol répond aux besoins de l'exploitation des ouvrages électriques autorisés en cœur de parc national,

Considérant qu'aux dates envisagées des survols, les ongulés sauvages dont le Bouquetin des Alpes et le Chamois, ainsi que les grands rapaces dont l'Aigle royal, sont présents sur le site et qu'il convient à ce titre de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques au plan de vol de l'hélicoptère,

Considérant la nécessité d'encadrer a minima l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et de conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société Société Sub C Marine, représentée par Monsieur BOSSENNEC Guillaume, est autorisée à effectuer

- des prises d'images et de sons dans un cadre professionnel dans le cœur du Parc national ;
 - des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national,
- dans l'objectif d'une expertise de l'état de l'ouvrage hydroélectrique du Lac Long de la Gordolasque sur la commune de Belvédère.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification des aéronefs

type d'appareil : drone Phantom 4 RTK
n° de l'appareil : OV23J4KOH2K095
nom du pilote : BOSSENNEC Guillaume/SERVIERE Tom

type d'appareil : drone Phantom 4 pro V2
n° de l'appareil : 11U3L650H2M0HX
nom du pilote : BOSSENNEC Guillaume/SERVIERE Tom

type d'appareil : drone DJI FPV
n° de l'appareil : 37QBJC9BD102LE
nom du pilote : BOSSENNEC Guillaume/SERVIERE Tom

2.2. L'aire d'évolution du drone devra respecter le plan de vol annexé à la présente et les survols à basse altitude restent interdits en-dehors de la zone autorisée.

2.3. Le survol consistera en 20 vols de 15 minutes.

2.4. Tout survol est interdit entre le coucher et le lever du soleil.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période du 2 octobre 2023 au 7 octobre 2023.

Les dates exactes de survol durant cette période seront communiquées au minimum 48h à l'avance au service territorial concerné.

Contacts :

Service territorial Vésubie

chef de service : LACOSTE Romain (romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr ; 06.16.27.64.33)

adjoint : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr ; 06.46.45.64.82)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

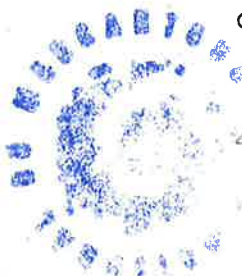
Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 25 septembre 2023

La Directrice-adjointe
du Parc national du mercantour




Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial de la Vésubie
- Hydrostadium
- EDF : Lucie VU-HONG

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXE - DECISION N° 2023-274

PLAN DE VOL "BARRAGE DU LAC LONG"

